

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 19/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STPI

7 ROUTE DE LAMARCHE
21270 Vonges

Références : 2024-167
Code AIOT : 0005401344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement STPI implanté 7 ROUTE DE LAMARCHE 21270 Vonges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une action régionale 2024 de la DREAL Bourgogne Franche-Comté sur la thématique « équipements sous pression ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours des mois de mars et avril 2024. Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression dans les ICPE et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples. La présente inspection a consisté à contrôler, par sondage, la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site, exigée à l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site quelques équipements.

La visite a comporté une inspection visuelle des équipements, ainsi qu'une inspection documentaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STPI
- 7 ROUTE DE LAMARCHE 21270 Vonges
- Code AIOT : 0005401344
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités du site sont le traitement de surface et l'application de peintures et vernis.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale, équipements sous pression 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	15 jours
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Mise en demeure, respect de prescription	24 heures

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
6	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les équipements sous pression présents sur le site sont peu nombreux: 3 réservoirs d'air, 2 compresseurs, une chaudière. Outre la liste recensant les équipements qui doit être complétée, leur suivi présente plusieurs lacunes notamment du fait de décisions non prises par l'exploitant relativement à la réparation ou la modification d'installations :

- les comptes-rendus d'inspections périodiques obligatoire du compresseur GA22 n'ont pas pu être présentés; compte-tenu de son besoin en exploitation, l'exploitant souhaite faire abaisser la pression maximale en service de l'équipement en installant une soupape, ce qui conduirait à ne plus le rendre soumis à inspections et requalifications périodiques ;
- la dernière requalification périodique de la chaudière du 20 juillet 2023 a constaté la présence de fuites sur des tubes, la rendant incompatible avec un maintien en exploitation. Les travaux de réparation et de nouvelle requalification (ou la mise au rebut) n'ont pas été réalisés et l'équipement doit être mis à l'arrêt complet dans l'attente; la mise en service périodique ponctuelle pour maintenance de l'équipement est proscrite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant tient à jour une liste des contrôles périodiques à réaliser concernant notamment les équipements sous pression (Référence du fichier "003 Tableau synthèse vérifications périodiques en cours"). NON CONFORMITE : Néanmoins, les informations requises à l'article 6.III de l'arrêté susvisé relatives aux équipements sous pression ne sont pas toutes disponibles : référence, type d'équipement, régime de surveillance, dates de la dernière inspection périodique et requalification périodique. L'exploitant confirme que la liste établie en 2016 et consultée par l'inspection des installations classées (IIC) suite à la visite d'inspection en date du 17 novembre 2020 (référence du tableau "EX29-LESP-Juin 2012 daté du 23/12/2016") n'est plus suivie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant indique dans sa liste des équipements sous pression du site les équipements en fonctionnement mais également <u>les équipements au chômage</u> conformément aux prescriptions de l'article 6.III de l'arrêté susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dates et rapports des inspections périodiques réalisées sur les équipements suivants : compresseur GA18, réservoirs à air comprimé de 2000L, 500L et 300L ont pu être consultés et montrent un suivi périodique conforme et des conclusions satisfaisantes.</p> <p>NON-CONFORMITE :</p> <p>Les dates et rapports d'inspection périodique du réservoir du compresseur GA22 de 2016 (16L - 15 bars) n'ont pas pu être présentés.</p> <p>L'exploitant indique qu'il envisage de réduire la pression d'utilisation en service de l'équipement par la mise en place d'une soupape et ainsi de ne plus le soumettre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.</p> <p>La durée maximale entre deux inspections périodiques du compresseur GA22 est supérieure à 4 ans et est donc dépassée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Outre la régularisation de l'équipement GA22, l'exploitant clarifie les périodicités réglementaires d'inspection et de requalification pour chaque équipement inscrit dans son tableau de suivi (36 ou 48 mois).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p> <p>Constats :</p> <p>Les compte-rendus d'inspections périodiques consultés par sondage sont réalisés par un organisme habilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compte-rendu d'inspection périodique d'ESP en date du 07/12/20220 - Équipement concerné : Cuve 2000L ; • Compte-rendu d'essais du fonctionnement des dispositifs de protection d'un générateur de vapeur ou d'eau surchauffée du 20/06/2022. <p>Les rapports consultés comportent les mentions prévues par l'arrêté ministériel du 20/11/17 susvisé et ne comportent pas d'observation contredisant le maintien en service de l'équipement. Les rapports sont disponibles auprès de l'exploitant (disponibles dans la Gestion Électronique des Documents - GED).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les attestations de requalification ont été demandées à l'exploitant et consultées pour la chaudière à tubes de fumée de marque BABCOCK WANSON, mise en service en 2002 :</p> <ul style="list-style-type: none">• attestation de requalification périodique d'équipement sous pression en date du 19/08/2013 ;• attestation de refus de requalification périodique d'équipement sous pression en date du 20/07/2023. <p>Les périodicités prévues à l'article 18.I de l'arrêté susvisé sont conformes pour cet équipement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>Concernant la chaudière de marque BABCOCK, installée en 2002, la requalification périodique n'a pu être prononcée lors de la dernière inspection de requalification en date du 20/07/2023 (fuite sur tube). L'exploitant en a été notifié par l'organisme habilité via l'attestation de refus de requalification périodique d'équipement sous pression (rapport 13020803-001-1 en date du 10 novembre 2023).</p> <p>L'exploitant indique qu'il a mis l'équipement à l'arrêt depuis et lors de sa visite, l'inspection a pu constater que sur la porte du local chaufferie, contenant cette chaudière, un panneau mentionnant "HORS SERVICE" était apposé et complété par de la rubalise.</p> <p>NON CONFORMITÉ :</p> <p>Néanmoins, au cours de la visite au sein de la chaufferie et après échanges avec l'exploitant, il s'avère que la chaudière a été remise en route récemment (chaleur dégagée par l'équipement). L'exploitant indique qu'il fait tourner la chaudière périodiquement quelques heures non pas pour les besoins de la production mais pour éviter le dépôt de tartre dans l'équipement, en vue de sa remise en service après travaux et nouvelle épreuve de requalification.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met et garde à l'arrêt total la chaudière tant que l'équipement n'aura pas fait l'objet d'une attestation de requalification périodique. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle et d'une attestation émise par un organisme habilité.</p> <p>L'exploitant ayant décidé la réfection de l'équipement, les commandes de réparation et de nouvelle requalification périodique sont à présenter à l'IIC.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 24 heures

N° 6 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain, les équipements ont pu être observés (sauf Cuve 500L) et leur bon état général extérieur a pu être constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen visuel des équipements par sondage a permis de constater la présence d'un accessoire de sécurité (soupape) taré au maximum à la pression maximale admissible (PS): l'équipement réservoir d'air de 300 L dispose d'une soupape taré à 11 bars, qui correspond à la pression de service de l'équipement (11 bars).</p>
Type de suites proposées : Sans suite